

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2011  
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET1150026M  
IDCC : 2614

Entre :

La FRTP Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

L'IBTP FO ;

L'UR CB CFDT,

D'autre part,

suite à la réunion paritaire du 1<sup>er</sup> décembre 2010, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 12 juillet 2006 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007 après extension par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les montants des indemnités de petits déplacements des ETAM des travaux publics de la région Nord - Pas-de-Calais applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont fixés comme suit :

**Article 2**

*Indemnité de repas*

L'indemnité de repas est fixée à 10,30 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 3**

*Indemnité de transport*

Le montant journalier de l'indemnité de transport est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, de la façon suivante :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRANSPORT
1	1,90
2	4,42
3	6,47
4	8,68
5	11,11

**Article 4**

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacement prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

#### **Article 5**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Tourcoing.

#### **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

#### **Article 7**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

(Suivent les signatures.)